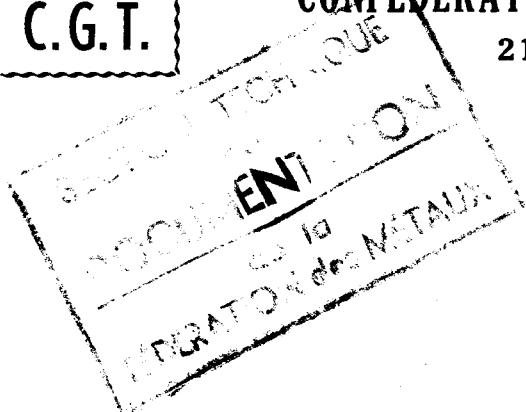


C.G.T.

CONFEDERATION GENERALE DU TRAVAIL

213, Rue Lafayette
PARIS

F.S.M.



BULLETIN CONFÉDÉRAL



Numéro spécial

RESOLUTIONS

et Appel du Comité Exécutif de la Fédération Syndicale Mondiale

SESSION DE BUDAPEST MAI 1950

LE COMITE EXECUTIF DE LA FEDERATION SYNDICALE MONDIALE, réuni à Budapest le 19 mai 1950,

APRES AVOIR ENTENDU le rapport d'activité présenté, au nom du Bureau Exécutif, par le camarade Louis SAILLANT, Secrétaire Général,

CONSTATE que l'activité syndicale internationale a été conduite par le Bureau Exécutif conformément aux décisions arrêtées par le 11^e Congrès Syndical Mondial, en juillet 1949, et DECIDE D'APPROUVER CE RAPPORT.

A P P E L

du Comité Exécutif de la Fédération Syndicale Mondiale

Ouvriers, Ouvrières !
Travailleurs de tous les pays !

Le Comité Exécutif de la Fédération Syndicale Mondiale qui s'adresse à vous s'est réuni dans les conditions de la crise économique croissante dans tout le monde capitaliste.

Aux Etats-Unis d'Amérique, en Grande-Bretagne, dans les pays marshallisés de l'Europe Occidentale, dans tous les pays capitalistes et coloniaux, la production diminue, les usines ferment leurs portes, des millions d'ouvriers et d'employés sont jetés à la rue. Les chômeurs et leurs familles restent sans pain et sans toit, sans aucun espoir de lendemain et mènent ainsi une existence de misère. Dans le même temps, les monopoles capitalistes maintiennent un niveau élevé de prix sur les produits de première nécessité, préférant détruire des millions de tonnes de denrées afin de conserver et d'augmenter leurs bénéfices qui se sont accrus dans des proportions incroyables.

Profitant de l'existence d'une armée de réserve de chômeurs, les capitalistes accentuent leur pression sur les travailleurs, diminuent les salaires déjà bas ou bloquent les salaires tandis que les prix s'élèvent, augmentent la durée du travail et imposent des cadences infernales pour la production, accroissant par tous ces moyens l'exploitation des travailleurs.

Au lieu d'augmenter les crédits pour l'aide aux chômeurs, pour les besoins des assurances sociales et de la santé publique, pour la construction des logements, les gouvernements capitalistes engloutissent l'argent des contribuables dans la course effrénée aux armements et la préparation d'une effroyable guerre atomique. Le fardeau des impôts prélevés dans ce but pèse de plus en plus sur les épaules des travailleurs des villes et de la campagne.

Les capitalistes, afin d'écraser la résistance des travailleurs à cette politique de suicide, liquident les vestiges des libertés démocratiques, introduisent des lois anti-ouvrières, appliquent des méthodes de répression de type fasciste contre les syndicats et les autres organisations de masse des travailleurs.

Pris de peur devant l'essor continu des forces du socialisme, de la démocratie et de la Paix, les impérialistes se refusent à l'idée de la co-existence pacifique des différents systèmes sociaux et politiques dans le monde. Ils attisent l'hystérie de guerre et la « guerre froide », provoquent des incidents de frontières, interviennent avec sans-gêne dans la vie intérieure des pays marshallisés, cherchent à étouffer les mouvements de libération nationale des peuples opprimés, mènent des guerres coloniales sanglantes et préparent frénétiquement une nouvelle guerre mondiale.

Mais, cette guerre affreuse et sanglante peut et doit être prévenue. Un barrage insurmontable est placé sur le chemin des fauteurs de guerre : c'est le front puissant de la Paix qui exprime la volonté inébranlable des peuples d'arrêter la préparation à la guerre. A la tête de ce camp de la Paix se trouve la grande et puissante Union Soviétique, bastion imprenable et porte-drapeau de la Paix, de l'amitié entre les peuples de la démocratie et du socialisme.

Dans les rangs des combattants actifs de la Paix se trouvent les pays de Démocratie Populaire d'Europe et d'Asie, le grand peuple chinois qui s'est débarrassé du joug de la réaction intérieure et de l'impérialisme étranger, la République Démocratique Allemande et des millions de partisans honnêtes de la Paix, de la démocratie et du progrès social dans tous les pays capitalistes et coloniaux.

La Fédération Syndicale Mondiale qui rassemble dans ses rangs la majorité des ouvriers et des employés organisés, est une force active du mouvement universel des partisans de la Paix. La lutte pour les besoins immédiats des travailleurs, pour l'accroissement de leur bien-être, pour leurs droits et libertés démocratiques est inséparablement liée à la lutte pour une Paix stable et durable.

Travailleurs, Travailleuses !

Rejoignez les rangs du mouvement mondial des Partisans de la Paix ! Il ne doit pas y avoir de neutres dans la lutte pour

une paix stable et durable, pour la cessation de la course aux armements, pour l'interdiction de l'arme atomique qui menace la vie des masses les plus larges de population. Quiconque, dans les conditions actuelles, tente de demeurer neutre et se tient à l'écart de la lutte pour la paix, donne, en fait, son appui aux fauteurs de guerre.

Apposez votre signature sur l'Appel du Comité permanent du Congrès Mondial des Partisans de la Paix exigeant l'interdiction absolue de l'arme atomique et que soit déclaré criminel de guerre le gouvernement qui, le premier, utiliserait cette arme contre n'importe quel pays. Rappelez-vous que chaque signature est un coup porté aux fauteurs de guerre.

SYNDICATS DE TOUS LES PAYS !

Que la collecte des signatures sous l'Appel du Comité permanent devienne le souci quotidien de chaque organisation syndicale ! Exécutez la décision du II^e Congrès Syndical Mondial : créez, sur la base de l'unité, des comités de défense de la Paix dans les entreprises et les établissements, dans les villes et les agglomérations ouvrières, dans les campagnes et les villages. Prenez une part active à la préparation du II^e Congrès Mondial des Partisans de la Paix prévu pour le mois d'octobre 1950 et préparez vos délégations.

Honneur et gloire aux dockers et aux cheminots, aux travailleurs et aux travailleuses, aux hommes et aux femmes qui s'opposent à la livraison des armes américaines aux participants d'un Pacte agressif Nord-atlantique et luttent contre les guerres coloniales. Nous exprimons notre solidarité la plus profonde avec ceux des ouvriers de l'industrie mécanique de France et d'Italie qui refusent de fabriquer des armes.

Le devoir de toutes les organisations syndicales, de chaque ouvrier, de chaque ouvrière, est de soutenir toutes les actions des travailleurs visant à déjouer les activités des fomentateurs de guerre.

Le succès de cette action sera d'autant plus grand que l'on saura lier de plus larges couches de la population à chaque phase de la lutte.

Travailleurs, Hommes et Femmes, Chômeurs !

Défendez vos intérêts vitaux de façon décisive et votre droit légitime au pain et au travail, unissez-vous contre l'exploitation et les conditions de travail d'esclave. Renforcez la solidarité des travailleurs de toutes professions, de tous pays et de toutes nations. Soyez toujours unis dans l'action, quelle que soit la tendance syndicale de votre organisation.

Ripostez à l'offensive des monopoles capitalistes, lutez pour la réalisation du programme économique et social de la F.S.M., pour la conservation du système des contrats collectifs, pour l'accroissement des salaires, pour le paiement de l'indemnité de vie chère, pour la Sécurité Sociale, pour les libertés syndicales, pour le plein emploi pour tous et contre toute discrimination.

Camarades !

La Fédération Syndicale Mondiale est toujours avec vous, car c'est votre organisation et son but consiste à prêter son aide entière à la juste lutte de la classe ouvrière à organiser et rassembler ses forces.

Travailleurs, travailleuses !

Pour lutter avec succès pour la paix pour les intérêts vitaux et leurs droits démocratiques, la classe ouvrière doit être unie. Notre arme, c'est l'unité, l'organisation, la cohésion, le soutien mutuel.

Soyez vigilants, dénoncez les menées des agents de l'impérialisme scissionniste du mouvement syndical. Serrez vos rangs autour des syndicats démocratiques et de la Fédération Syndicale Mondiale, consolidez le front uni des travailleurs.

Vive l'unité internationale de la classe ouvrière !

Vive la Paix et l'amitié entre les peuples !

Levez plus haut le drapeau de la lutte pour les intérêts vitaux des travailleurs, pour leurs droits et libertés démocratiques !

RESOLUTIONS

1° L'activité et les tâches de la F.S.M. pour la défense de la Paix

Le Comité Exécutif constate que depuis le Deuxième Congrès Syndical Mondial, des changements importants sont survenus dans la situation internationale, changements qui ont amené un développement et un renforcement considérables du camp de la paix, de la démocratie et du socialisme. La consolidation de la puissance du grand pays du socialisme victorieux, l'Union Soviétique, qui est la force principale du camp anti-impérialiste, ainsi que les importants succès remportés dans leur développement économique et culturel par les pays de Démocratie Populaire en marche vers le socialisme, en sont le témoignage. La victoire historique du grand peuple chinois sur les forces de la réaction intérieure et de l'impérialisme étranger, la constitution de la République Démocratique Allemande, l'essor de la lutte de libération nationale des peuples coloniaux, sont de nouveaux et puissants coups portés aux forces impérialistes et d'agression.

Pour la première fois dans l'histoire, on assiste à la création d'un front organisé des Partisans de la Paix, ayant à sa tête le porte-drapeau de la paix et de la liberté des peuples chinois, la République Démocratique Allemande et des millions d'honnêtes gens dans tous les pays du monde, sans distinction de race, d'appartenance sociale ou professionnelle, de convictions politiques ou religieuses. Le mouvement pour la paix devient un mouvement universel, son organisation se consolide. Des Comités de Défense de la Paix nationaux et locaux ont été créés dans la plupart des pays. Des masses toujours plus larges d'ouvriers, l'employés, de paysans, d'intellectuels, sont entraînés dans la lutte pour une paix stable et durable.

Effrayés par le développement continu des forces de paix et de démocratie, et devant la crise économique grandissante dans les pays capitalistes, les impérialistes anglo-américains préparent activement une nouvelle guerre mondiale. Ce fait se trouve confirmé par la course effrénée aux armements à laquelle se livrent les Etats-Unis d'Amérique et les pays marshallisés de l'Europe Occidentale ; par le refus du bloc anglo-américain d'accepter les propositions de l'Union Soviétique à l'O.N.U. sur l'interdiction de l'arme atomique, la réduction des armements et la conclusion d'un pacte entre les cinq grandes puissances pour consolider la paix ; la création de blocs militaires d'agression et la renaissance du potentiel militaire et économique de l'Allemagne de l'Ouest et du Japon. Les impérialistes anglo-américains, accentuant leur campagne d'excitation à la guerre et nourrissant l'idée insensée d'hégémonie mondiale, se livrent à des provocations d'un caractère agressif, toujours plus ouvertes.

En préparant une nouvelle guerre, les impérialistes renforcent leur offensive contre le niveau de vie des travailleurs et leurs libertés démocratiques ; ils appliquent des méthodes fascistes de répression contre le mouvement démocratique et, en premier lieu, contre le mouvement ouvrier. Dans leur travail de sape contre la paix et la liberté des peuples, les fauteurs de guerre s'appuient sur leurs agents sociaux-démocrates de droite, sur le groupe réactionnaire des leaders des syndicats américains et anglais, sur l'Internationale jaune de Bruxelles formée par eux, ainsi que sur la clique méprisable des espions et agents de diversion de Tito.

Mais une barrière puissante se dresse sur leur chemin : le Mouvement Mondial des Partisans de la Paix, qui exprime la volonté inflexible des peuples de barrer la route à la guerre.

Au cours de ces derniers mois, ce mouvement s'est élevé à un nouvel échelon, celui où les Combattants de la Paix passent à des actes concrets, visant à mettre en échec les plans des fauteurs de guerre. C'est bien cela que signifient les actions courageuses qui se développent dans tous les pays d'Europe Occidentale, des dockers, des cheminots, des métallurgistes et

d'autres catégories de travailleurs qui s'opposent à la production et au transport du matériel de guerre. C'est ce dont témoigne également le succès de la campagne de masse qui se développe dans tous les pays en faveur de la signature de l'appel de Stockholm, qui exige l'interdiction absolue de l'arme atomique et déclare criminel de guerre le gouvernement qui, le premier, utiliserait cette arme d'extermination contre n'importe quel pays.

Le Comité Exécutif constate la large participation de la classe ouvrière et de ses organisations syndicales au mouvement mondial des Partisans de la Paix. Les Centrales Syndicales affiliées à la F.S.M. ont pris l'initiative de la création des Comités de Défense de la Paix ; elles organisent des grèves et des manifestations contre le Pacte Atlantique, pacte d'agression, pour la défense de la paix, de l'indépendance nationale et de la liberté des peuples. Le Comité Exécutif exprime sa solidarité fraternelle aux travailleurs et aux organisations syndicales de dockers, de marins et de cheminots de France, d'Italie, des Pays-Bas, d'Australie et d'autres pays qui mènent une action contre la fourniture d'armes américaines à l'Europe Occidentale et contre le transport de troupes et d'armements dans les régions où se déroulent des guerres coloniales. Toutes les organisations syndicales ont pour devoir de soutenir les actions des travailleurs visant à faire échouer les plans des fauteurs de guerre, car la lutte pour la paix est indissolublement liée à la défense des intérêts vitaux des travailleurs.

Néanmoins, le Comité Exécutif considère que les syndicats, en tant qu'organisations de masse les plus importantes de la classe ouvrière, peuvent et doivent faire beaucoup plus pour développer la lutte des populations contre les fauteurs de guerre et pour renforcer l'action du camp de la paix.

Le Comité Exécutif décide :

1° D'assigner comme tâche principale aux syndicats le renforcement de la lutte pour une paix stable et durable, pour l'arrêt de la course aux armements et l'interdiction des armes atomiques, et l'organisation d'une aide maximum aux actions de masse des ouvriers qui ont pour but de défendre la paix en s'opposant aux préparatifs d'une nouvelle guerre ;

2° D'approuver l'appel du Secrétariat de la F.S.M. sur une participation active des syndicats à la campagne pour la signature de l'Appel de Stockholm qui exige l'interdiction de l'arme atomique et déclare criminel de guerre le Gouvernement qui, le premier, utiliserait cette arme ; il insiste sur la nécessité de transformer cette campagne en un mouvement universel contre la guerre en y attirant les plus larges masses de travailleurs ;

3° De prendre toutes mesures nécessaires pour attirer dans la lutte active pour la Paix, dans une campagne de masse, en faveur de l'Appel de Stockholm, les travailleurs des Etats-Unis d'Amérique, de Grande-Bretagne, des pays scandinaves et d'autres pays où le mouvement des Partisans de la Paix est encore insuffisamment développé. Pour cela, il demande d'organiser des actions communes des travailleurs de divers pays, et quelle que soit leur appartenance syndicale, contre la course aux armements et les blocs d'agression, pour l'interdiction de l'arme atomique, pour la coopération pacifique des peuples et l'élevation du niveau de vie des travailleurs ;

4° D'inviter, en vue de développer la campagne pour l'Appel de Stockholm, les centrales nationales affiliées à la F.S.M. à s'adresser aux autres centrales nationales de tous les pays et à proposer à leurs dirigeants de signer cet appel ;

D'inviter également les Unions Internationales de Syndicats à s'adresser dans le même sens aux dirigeants des Secrétariats Professionnels Internationaux ;

De charger le Secrétariat de la F.S.M. du travail d'explication nécessaire en ce qui concerne la parti-

icipation de toutes les organisations syndicales de tous les pays à la campagne de signatures en faveur de la paix ;

5° D'appeler les Syndicats de tous les pays à prendre part activement à la préparation du Deuxième Congrès Mondial des Partisans de la Paix, en combinant cette campagne avec la création, le développement et la consolidation des Comités de Défense de la Paix sur les lieux du travail et en organisant des actions de masse contre les actes des fauteurs de guerre ;

6° De soutenir la lutte des travailleurs pour l'abrogation des lois anti-ouvrières adoptées et mises en application ces derniers temps aux Etats-Unis, en France, en Italie et dans d'autres pays, lois contraaires aux intérêts de tous les travailleurs et ayant pour but de faciliter la préparation d'une nouvelle guerre ; de soutenir au maximum les actions communes des ouvriers de différents pays pour la défense des libertés et droits syndicaux, des intérêts économiques et sociaux des travailleurs, en démontrant que la lutte pour les intérêts des travailleurs est indissolublement liée à la lutte pour la paix et les libertés démocratiques ;

7° D'apporter une aide systématique aux organisa-

tions syndicales et aux travailleurs des pays coloniaux et semi-coloniaux qui mènent la lutte pleine d'abnégation pour leur indépendance nationale ;

8° De renforcer la propagande de la F.S.M. et des Centrales Syndicales Nationales en vue de démasquer la politique réactionnaire des fauteurs de guerre et les buts que poursuivent les scissionnistes dans le mouvement syndical ;

De dénoncer la politique des gouvernements réactionnaires des Etats-Unis d'Amérique et de Grande-Bretagne au sein de l'O.N.U., leurs tentatives pour la transformer en un instrument docile de leur politique d'agression, le refus qu'ils ont opposé aux propositions de l'U.R.S.S. d'interdire les armes atomiques et de réduire les armements et leur opposition à l'acceptation au sein de l'Organisation des Nations Unies de la République Populaire de Chine ;

9° D'adopter un appel aux travailleurs et aux organisations syndicales de tous les pays, leur demandant de signer l'Appel de Stockholm pour la défense de la paix et de renforcer la lutte pour la paix, l'amélioration des conditions des travailleurs et les libertés démocratiques.

2° L'activité et les tâches de la F.S.M. dans la lutte pour l'unité syndicale

Ayant examiné la question de l'activité et des tâches de la Fédération Syndicale Mondiale dans la lutte pour l'unité syndicale, le Comité Exécutif de la F.S.M. estime que le renforcement continu de l'union syndicale, nationale et internationale, la cohésion des rangs de la classe ouvrière sont plus que jamais indispensables pour la défense des intérêts vitaux des travailleurs et pour le maintien de la paix.

Depuis le II^e Congrès Syndical Mondial, la lutte entre les forces grandissantes de Paix, de démocratie et du socialisme, et le camp impérialiste de réaction et de guerre s'est accentuée.

Pour briser la résistance des travailleurs, pour porter atteinte aux droits vitaux des ouvriers, les impérialistes, pour la satisfaction de leur politique d'aventures militaires, provoquent la scission ouvrière, la rupture de l'unité syndicale.

L'Internationale jaune, fondée à Londres en 1949 par les dirigeants réactionnaires des syndicats anglais et américains a reçu pour tâche essentielle de combattre la Fédération Syndicale Mondiale et les syndicats progressistes dans tous les pays du monde, de se placer à la tête de la répression dans les états capitalistes contre les hommes de paix et de progrès social, ainsi que de soutenir et de développer des campagnes de mensonges, de calomnies contre l'Union Soviétique et les pays de Démocratie Populaire.

Les dirigeants scissionnistes de l'Internationale jaune, liés étroitement aux intérêts monopolistes américains et à leurs serviteurs zélés, les socialistes de droite, soutiennent ouvertement les plans impérialistes du gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, tels le Plan Marshall, le Quatrième point Truman, le pacte agressif de l'Atlantique Nord, qui, étant établis pour préparer une nouvelle guerre mondiale, apportant la famine, le chômage, la misère et la servitude aux travailleurs des pays capitalistes, dépendants et coloniaux.

Les éléments dirigeants de l'Internationale jaune, comme Carey, déclarent publiquement qu'ils sont prêts à s'allier avec les fascistes pour combattre les forces progressistes.

Les acolytes de la clique fasciste Tito, dans la direction des syndicats yougoslaves, se sont engagés dans la même voie de trahison.

L'Exécutif de la Fédération Syndicale Mondiale stigmatise les chefs de l'Internationale jaune et tous les traîtres à la classe ouvrière et les considère comme les agents de l'impérialisme anglo-américain au sein du mouvement ouvrier.

Le II^e Congrès Syndical Mondial a souligné que, de l'unité des travailleurs, dépend non seulement leur bien-être, mais aussi les destinées du Monde. Le Comité Exécutif de la Fédération Syndicale Mondiale et

les organisations adhérentes à la Fédération, appliquant les décisions du Congrès, appellent à la lutte pour la consolidation de l'unité syndicale, nationale et internationale.

Depuis le II^e Congrès Syndical Mondial le nombre d'adhérents de la Fédération Syndicale Mondiale n'a cessé d'augmenter, pour s'élever actuellement à 78 millions de travailleurs.

Les ouvriers des principales branches de l'industrie et de l'agriculture se sont groupés au sein des Unions Internationales des Syndicats (Départements Professionnels de la Fédération Syndicale Mondiale), afin d'obtenir satisfaction à leurs revendications, le respect de leurs droits démocratiques, la sauvegarde de la Paix, en particulier ceux des syndicats d'un certain nombre de pays, dont les centrales syndicales nationales, par suite de l'attitude scissionniste de leurs dirigeants, ne sont plus adhérentes à la Fédération Syndicale Mondiale.

L'opposition ouvrière grandit dans tous les pays capitalistes, y compris aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, contre les dirigeants syndicalistes réactionnaires qui font le jeu de leurs gouvernements impérialistes.

Ainsi, le prestige de la Fédération Syndicale Mondiale, champion fidèle des intérêts et de l'unité des travailleurs du monde, ne cesse de se renforcer.

Cependant, au moment où l'action des dirigeants syndicaux réactionnaires, qui s'efforcent de porter la scission dans les rangs ouvriers et la discrimination politique dans le mouvement syndical, accélère les préparatifs de guerre des impérialistes anglo-américains et porte atteinte aux intérêts vitaux des travailleurs, il est indispensable que toutes les organisations syndicales, adhérentes ou non à la Fédération Syndicale Mondiale, réalisent une large unité d'action pour resserrer les rangs de la classe ouvrière dans le monde entier.

Tirant les enseignements des expériences passées et du travail réalisé depuis le II^e Congrès Syndical Mondial dans le domaine de l'unité nationale et internationale, le Comité Exécutif considère que l'action principale de la Fédération Syndicale Mondiale, des Unions Syndicales Internationales (Départements professionnels de la F.S.M.), des Syndicats affiliés et de tous les partisans de la Fédération Syndicale Mondiale doit être orientée de la manière suivante :

Dans tous les pays où les Centrales Syndicales sont dirigées par les scissionnistes, leaders de l'Internationale jaune, notamment en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis. Les partisans de la F.S.M., les militants et les organisations progressistes doivent unifier leurs propres forces et ten-

dre à l'unification de toutes les forces syndicales pour la liquidation de toute scission.

Il convient donc :

a) De démasquer devant les masses ouvrières, syndiquées et non-syndiquées, en utilisant les faits d'expérience des travailleurs eux-mêmes, l'activité scissionniste des dirigeants de l'Internationale Jaune et des Secrétariats Professionnels Internationaux (S.P.I.), qui soutiennent totalement la politique des fauteurs de guerre et partagent la responsabilité des conséquences pénibles qui en découlent pour les conditions de vie et de travail de la classe ouvrière ;

b) De mener, en organisant l'action de larges masses syndicales, une lutte vigoureuse et conséquente contre les exclusions collectives ou individuelles des syndicats et de militants progressistes des Centrales Syndicales Nationales, prononcées par les leaders réactionnaires des syndicats.

D'exiger le respect des droits démocratiques des syndiqués, en particulier celui de critiquer la politique réactionnaire des dirigeants scissionnistes, et le droit de défendre leurs propres revendications et leur orientation.

Cette lutte doit être portée auprès des masses ouvrières dans les entreprises et ne doit pas être organisée dans le silence d'étroites réunions bureaucratiques, comme le voudraient les diviseurs de la classe ouvrière, pour obtenir la soumission paisible à tous leurs décrets ;

c) Au cas où les syndicats progressistes ou des militants isolés sont exclus par les dirigeants réactionnaires des Centrales Nationales, c'est-à-dire lutter pour la reconstitution de l'unité.

Il est nécessaire que la Fédération Syndicale Mondiale et tous ses partisans apportent toute l'aide possible à cette lutte et coordonnent l'action des syndicats exclus sous le drapeau du rétablissement de l'unité entre tous les travailleurs ;

d) D'organiser l'unité d'action des travailleurs, en premier lieu dans les entreprises, ainsi que dans les différentes branches d'industrie, sur le plan local et national, pour la défense des intérêts vitaux des travailleurs : augmentation des salaires réels, sécurité sociale, amélioration des conditions de travail, respect des droits syndicaux, etc. ; de renforcer la lutte pour l'unité d'action entre syndiqués et organisations syndicales, indépendamment de leur affiliation, de leur caractère d'autonomes, ou d'exclus des Centrales Nationales ; de déployer une grande activité parmi les syndiqués pour imposer la démocratie syndicale, notamment en matière d'élection des directions syndicales aux divers échelons ; de présenter et de soutenir, lors des élections, des listes de candidats sur la base d'un programme conforme à la défense des droits vitaux des travailleurs, de la Paix, des libertés et de l'unité syndicale ;

e) De coordonner les efforts de tous les partisans de la Fédération Syndicale Mondiale depuis l'entreprise jusqu'à l'échelle nationale, et, dans ce but, d'établir en commun tout programme d'action, conforme aux revendications de tous les travailleurs. Ces programmes d'action, élaborés dans les entreprises, dans les différentes branches d'industries aussi bien que nationalement, doivent être soutenus par tous les moyens de propagande. Il est nécessaire de créer, dans tous les pays où se trouvent des Partisans de la F.S.M., des comités de liaison avec la F.S.M., qui rassemblent les travailleurs, quelles que soient leur appartenance syndicale, leurs opinions politiques ou religieuses.

Dans les pays comme la France et l'Italie, où les dirigeants scissionnistes ont subi un échec dans leurs tentatives de s'emparer de la direction du mouvement syndical, la lutte pour l'unité syndicale, pour la liquidation complète des effets de la scission exige, comme ailleurs, une dénonciation implacable des dirigeants scissionnistes, de leur politique, de leurs objectifs et des origines de leurs ressources financières.

Dans ces pays, tous les efforts doivent tendre à ce que les organisations syndicales, qui ont été entraînées dans la scission, réintègrent les centrales syndicales nationales, affiliées à la Fédération Syndicale Mondiale. Pour accomplir ces tâches, il est nécessaires d'organiser entre les syndicats affiliés ou non à la Fédération Syndicale Mondiale, des actions communes pour la défense des intérêts économiques et sociaux des travailleurs, pour la défense de la Paix et des libertés démocratiques.

Le Comité Exécutif de la Fédération Syndicale Mondiale appelle toutes les organisations syndicales à lutter encore plus énergiquement pour renforcer l'unité syndicale, nationale et internationale.

Il confirme la fidélité de la Fédération Syndicale Mondiale aux principes qui ont présidé à sa constitution et qui sont contenus dans ses Statuts : « Organiser et unifier en son sein les syndicats du monde entier, indépendamment des questions de race, de nationalité, de religion ou d'opinion politique. »

Le Comité Exécutif rappelle, une fois de plus, que la Fédération Syndicale Mondiale travaille à l'unification totale des syndicats dans chaque pays et à l'échelle internationale, c'est-à-dire pour :

Un seul syndicat par usine et par industrie ;

Une seule centrale syndicale par pays ;

Une seule Fédération Syndicale Mondiale.

L'Unité syndicale est le gage même de la victoire des travailleurs sur toutes les forces de guerre et de réaction ; sa réalisation permettra à tous les travailleurs dans un monde de Paix et de Progrès social, l'exercice des libertés démocratiques, la satisfaction des besoins économiques et sociaux, le développement du bien-être et du bonheur.

3° Le problème du chômage et du plein emploi

Le Comité Exécutif de la F.S.M., après avoir examiné la situation mondiale en ce qui concerne le problème du chômage, ses causes et ses conséquences angoissantes pour les masses laborieuses.

Constata :

1° Que dans l'ensemble des pays capitalistes, parallèlement à l'aggravation croissante de la dépression économique, le nombre des chômeurs totaux et partiels augmente constamment et qu'il atteint actuellement le chiffre de 45 millions ;

2° Que le Plan Marshall — conçu et appliqué dans le but d'exporter en Europe une partie de la crise américaine et de subordonner les économies des pays marshallisés aux plans de domination mondiale des monopoles des Etats-Unis — non seulement n'a réalisé aucune des promesses qu'on avait faites aux peuples européens, mais qu'il a aggravé davantage la situation économique et le chômage dans tous les pays où il est appliqué, et que, par ailleurs, il n'a pas sauvé du chômage les Etats-Unis eux-mêmes où le nombre de chômeurs complets et partiels augmente constamment,

même d'après les statistiques officielles qui sous-estiment délibérément le nombre des sans-travail ;

3° Que la politique poursuivie par l'impérialisme américain a abouti logiquement à la coalition agressive de guerre qu'est le Pacte Atlantique et a orienté l'économie des pays adhérents vers la production de guerre, au mépris des besoins les plus vitaux des peuples, ce qui impose à ces pays des dépenses de guerre toujours accrues et a pour effet de diminuer fortement les investissements productifs et les dépenses sociales, d'augmenter la fiscalité et le chômage, de réduire encore davantage le pouvoir d'achat et le niveau de vie des travailleurs ;

4° Que le chômage est encore accru par les efforts des impérialistes américains et de leurs satellistes d'unifier l'Europe Occidentale, de libéraliser les échanges d'introduire la convertibilité monétaire. Ces projets aboutiraient à la domination des monopoles les plus puissants sur les marchés européens, à l'envahissement encore plus considérable de ces derniers par les produits américains, à l'élimination des indus-

tries européennes les plus importantes, à l'intensification de la politique de discrimination commerciale et économique pratiquée contre l'U.R.S.S., les Démocraties Populaires et la Chine populaire, politique qui provoque à son tour la réduction de la production et de l'emploi ;

5° Que, parallèlement à l'accroissement du chômage et de la misère des travailleurs, les monopoles et trusts capitalistes réalisent des augmentations scandaleuses de leurs profits, grâce à l'aggravation croissante de l'exploitation des masses travailleuses.

En ce qui concerne les pays coloniaux et dépendants, où le chômage a normalement un caractère massif, le Comité Exécutif constate qu'il a pris, dans la situation actuelle, des proportions catastrophiques, à cause de l'exploitation encore plus féroce des peuples opprimés par l'impérialisme qui, avec la complicité de certaines couches privilégiées locales qui trahissent les intérêts de leurs patries et de leurs peuples, veut se procurer à bon marché les matières premières dont il a besoin pour intensifier ses préparatifs de guerre.

En même temps, le Comité Exécutif attire l'attention des chômeurs et de l'ensemble des travailleurs du monde entier sur le fait historique que dans l'Union Soviétique, le régime capitaliste et l'exploitation de l'homme par l'homme ayant été abolis, il n'y a plus — depuis longtemps déjà — ni de crises économiques ni de chômage. En U.R.S.S., la production industrielle et agricole augmente sans cesse ; toute la vie économique est en plein développement et, parallèlement, s'accroît sans interruption le bien-être économique et culturel du peuple travailleur. Tandis que dans presque tous les pays capitalistes, le niveau de vie des ouvriers est sensiblement inférieur à celui de l'avant-guerre, en U.R.S.S., les salaires réels des ouvriers et employés avaient été augmentés, en 1949, de 24 % par rapport à 1940. Par suite d'une nouvelle baisse considérable des prix des produits alimentaires et des articles manufacturés de consommation massive, les salaires réels des travailleurs soviétiques ont été encore augmentés.

Dans les pays de Démocratie Populaire, qui marchent sur la même voie que celle tracée par l'U.R.S.S., de grands succès ont été réalisés : la production se développe toujours davantage et le niveau de vie des travailleurs s'améliore constamment. Dans ces pays aussi, le chômage a été complètement liquidé, en quelques années.

Ces faits prouvent de façon éclatante l'énorme supériorité du régime socialiste sur le capitalisme. Ces mêmes faits prouvent que la calamité du chômage — qui détermine des souffrances physiques et morales épouvantables pour des millions d'êtres humains — n'est pas inévitable, et qu'il est la conséquence directe du régime d'exploitation capitaliste.

Toutefois, le Comité Exécutif considère qu'il est possible d'obtenir des résultats concrets et importants en ce qui concerne la résorption du chômage et l'augmentation de l'emploi, ainsi que d'améliorer sensiblement les conditions des chômeurs, par une lutte massive et vigoureuse des chômeurs et de l'ensemble des travailleurs étroitement unis, sur la base de leurs revendications concrètes et immédiates.

C'est pourquoi le Comité Exécutif :

Réaffirme les propositions constructives présentées par la F.S.M. à la 9^e session du Conseil Economique et Social, approuve l'action menée par ses représentants aux 9^e et 10^e sessions de ce Conseil, et proteste contre le rejet, par la majorité du Conseil, des propositions de la F.S.M.

Ce rejet confirme que c'est seulement par leur lutte organisée que les travailleurs peuvent défendre leurs intérêts avec succès.

Le Comité Exécutif attire l'attention des centrales nationales sur les points suivants :

I. — Les organisations syndicales doivent d'urgence organiser et diriger la lutte des masses laborieuses contre le chômage, sur la base d'un programme de

revendications immédiates des chômeurs, en élaborant des plans concrets de travaux d'intérêt public et socialement utiles, permettant de donner du travail aux chômeurs.

II. — Pour que la lutte contre le chômage revête toute l'ampleur nécessaire, il faut qu'elle soit menée par les organisations syndicales sur la base des revendications les plus immédiates et les plus appropriées à chaque pays, à chaque région, à chaque catégorie de chômeurs. Dans cette lutte, les organisations syndicales doivent s'inspirer du programme de revendications les plus immédiates et les plus appropriées ger notamment la réalisation des revendications suivantes :

a) Droit permanent au travail pour tous, y compris les femmes et les jeunes ;

b) Application d'un système complet d'assurance-chômage garantissant à tous les travailleurs en chômage, total ou partiel, un niveau d'existence humaine et couvrant tous les salariés dès le premier jour de chômage et pendant toute la durée de celui-ci. Chaque centrale nationale devrait déterminer un salaire minimum vital et exiger que les prestations à verser aux chômeurs totaux ou partiels correspondent le plus possible aux taux de ce salaire minimum ;

c) Interdiction de licencier les travailleurs sans l'accord des organisations syndicales ;

d) Augmentation du pouvoir d'achat des salaires, relèvement des indemnités et des allocations sociales, accroissement des dépenses sociales et culturelles, réforme démocratique de la fiscalité, diminution de la durée et de l'intensité du travail, création, développement et extension d'un système complet d'apprentissage et de formation professionnelle ;

e) Abolition des mesures discriminatoires dirigées dans le domaine économique et commerciale contre l'U.R.S.S. et les Démocraties Populaires et mise en œuvre d'une politique active d'échanges commerciaux avec tous les pays sans exception.

III. — L'application de ces mesures est possible dans tous les pays capitalistes à condition que les ressources du pays soient utilisées pleinement pour le bien-être du peuple et l'extension de la production de paix, au lieu d'être gaspillées pour des fabrications de guerre. La lutte contre le chômage doit donc être étroitement reliée à la lutte pour la paix.

IV. — Dans les pays capitalistes, les forces réactionnaires dont la politique néfaste engendre le chômage, essaient d'utiliser les masses de chômeurs affamés pour diviser les travailleurs, ainsi que pour former des groupes fascistes pour abolir les droits et libertés démocratiques comme cela fut fait en Italie et en Allemagne après la première guerre mondiale. Il est donc indispensable d'établir des liens étroits et permanents entre les travailleurs encore occupés et les chômeurs qui doivent mener ensemble, étroitement unis, leur action et, rassemblant autour de celle-ci les plus larges masses populaires, opposer aux exploitateurs et aux monopoles un grand front de lutte pour le travail, le bien-être et contre le chômage. Il est indispensable également d'expliquer systématiquement aux chômeurs les raisons fondamentales de l'inexistence du chômage en U.R.S.S. et dans les pays de Démocratie Populaire et les causes politiques du maintien dans les pays capitalistes et coloniaux d'une armée permanente de chômeurs. Le développement et l'efficacité de cette action impliquent la nécessité d'organiser les chômeurs et de créer des comités de chômeurs dans chaque profession et auprès de chaque syndicat. La liaison entre ces comités sera assurée par l'établissement dans chaque ville, auprès de l'organisation syndicale locale, de comités de chômeurs groupant les sans-travail de toutes les professions. La création et le fonctionnement de ces comités, sous la direction des organisations syndicales intéressées, donneront des garanties concrètes de succès à la lutte qu'il est du devoir de tous les travailleurs encore occupés et de tous les chômeurs, d'entreprendre ensemble, pour le pain et le bien-être de toute la population laborieuse.

4^o Les tâches et méthodes du travail de propagande de la F.S.M.

1. — Le Comité Exécutif de la F.S.M. constate que le Secrétariat de la F.S.M. et les centrales nationales Syndicales ont renforcé ces temps derniers leur travail de propagande concernant les buts et l'activité de la F.S.M. parmi les travailleurs.

2. — D'autre part, le Comité Exécutif de la F.S.M. estime que l'ampleur de ce travail ne correspond pas encore aux tâches qui se posent aux organisations syndicales dans la lutte pour la paix, et les droits économiques et sociaux des travailleurs.

Les impérialistes anglo-américains et leurs satellites intensifient au maximum leurs préparatifs pour une nouvelle guerre d'agression. Ils accentuent la répression contre les travailleurs et leurs syndicats dans tous les pays capitalistes et coloniaux et renforcent la campagne de calomnies contre la F.S.M. et ses Centrales Nationales affiliées.

Sur instigation du Département d'Etat des U.S.A., les agents de l'impérialisme ont créé l'Internationale jaune de briseurs de grèves. Les impérialistes américains, anglais et ceux d'autres pays utilisent ouvertement les leaders réactionnaires de l'Internationale jaune pour lutter contre l'unité de la classe ouvrière.

3. — Dans ces conditions, la Fédération et ses centrales affiliées ont pour devoir de développer un travail systématique d'explications parmi les masses les plus larges d'ouvriers et d'employés en vue de renforcer l'unité, de démasquer les briseurs de grève au sein du mouvement ouvrier, et rassembler les travailleurs autour de la F.S.M. pour la lutte pour la paix, la démocratie et la satisfaction des besoins pressants de la classe ouvrière.

Le Comité Exécutif estime que l'activité de propagande de la F.S.M. et de ses organismes dirigeants doit se poser comme principaux objectifs :

a) d'expliquer largement le programme des revendications et des activités de la F.S.M. pour la défense des travailleurs souffrant de la crise économique grandissante, de la misère et du chômage, de la course aux armements et des préparatifs d'une nouvelle guerre par les impérialistes.

b) de populariser au maximum le programme des revendications économiques et sociales de la F.S.M. et d'y rallier les plus larges masses des travailleurs.

c) de démasquer les fauteurs de guerre et leurs agents les scissionnistes syndicaux, les leaders de l'Internationale jaune et leurs partisans dans les différents pays.

d) de poursuivre une propagande systématique en faveur de l'unité de la classe ouvrière et de solidarité internationale en faisant également connaître l'expérience de la lutte des centrales nationales de divers pays pour l'unité, la défense des intérêts vitaux des travailleurs, la paix et les libertés démocratiques.

e) de soutenir et de populariser les mouvements de

libération nationale des peuples opprimés. De combattre les calomnies et d'expliquer la signification véritable de la lutte pour la libération nationale.

f) de publier des informations nourries et de soutenir au maximum le mouvement des Partisans de la Paix, dont la F.S.M. est un membre actif. De parler dans la presse de la campagne en faveur de la signature de l'Appel de Stockholm exigeant l'interdiction de l'arme atomique et déclarant criminel de guerre le gouvernement qui, le premier, utiliserait cette arme barbare. De lutter pour renforcer l'action du front de la paix. Il faut porter à la connaissance des masses le lien indissoluble qui existe entre la lutte pour les intérêts immédiats et vitaux des travailleurs et la défense de la paix et des libertés démocratiques.

4. — Le Comité Exécutif de la F.S.M. constate que les centrales nationales ne parlent pas suffisamment dans leurs publications de l'activité de la Fédération et ne lui consacrent pas une propagande suffisante ; il recommande d'éliminer ces insuffisances ; de développer une large propagande systématique, au sujet des objectifs et des activités de la F.S.M., dans la presse démocratique, par radio, dans des meetings de masse ; d'augmenter la diffusion de la revue de la F.S.M. et d'utiliser les matériaux de son bulletin d'information.

Le Comité Exécutif recommande aux centrales nationales de désigner un correspondant de presse pour alimenter la liaison avec la F.S.M., pour diffuser ses publications et l'informer de l'activité syndicale dans ce pays.

Le Comité Exécutif charge le Secrétariat :

a) d'adopter toutes mesures nécessaires pour améliorer la qualité des publications de la F.S.M. et les modes de leur diffusion, en particulier dans les pays dont les leaders syndicaux réactionnaires ont rompu avec la F.S.M.

b) de développer l'édition des matériaux de la F.S.M. dans les langues propres aux peuples asiatiques et de les diffuser en Asie, en Afrique et en Amérique Latine ; d'aider les syndicats de ces pays à créer et à développer la presse syndicale.

c) de faire participer plus largement les dirigeants du mouvement ouvrier des divers pays à la revue et au Bulletin de la F.S.M. ; d'en faire des organes de combat publiant des informations sur la vie des organisations syndicales et leur expérience dans la lutte pour la paix et les revendications immédiates des travailleurs.

d) d'éditer à l'occasion du cinquième anniversaire de la F.S.M. une brochure sur les activités de la F.S.M. et une série de brochures sur la lutte de la Fédération, des Unions Internationales et des centrales nationales pour l'unité de la classe ouvrière, la paix, l'amélioration de la condition des travailleurs et leurs droits et libertés démocratiques.

5^o Les résultats de la Conférence des Unions Internationales des Syndicats

(D. P. de la F. S. M.)

Le Comité Exécutif constate les résultats positifs de la Conférence des Unions Internationales des Syndicats (D.P. de la F.S.M.) tenue à Budapest les 10-13 mai 1950, pour l'amélioration du travail des Unions Internationales dans la lutte pour le renforcement de l'unité internationale syndicale, pour la paix et pour les revendications sociales et économiques des travailleurs.

Le Comité Exécutif décide :

1^o D'approuver la résolution adoptée à l'unanimité par la Conférence et d'insister sur le développement de l'activité des Unions Internationales de Syndicats en vue d'y faire adhérer des syndicats des pays dont les centrales nationales ne font pas partie de la F.S.M.

2^o De mandater le Secrétariat de la F.S.M. pour

accorder aux Unions Internationales de Syndicats une aide continue dans leur travail et les informer à temps des mesures appliquées par la F.S.M.

3^o De recommander au Bureau Exécutif de prendre connaissance des rapports d'activité des différentes Unions Internationales afin de les aider, en utilisant l'expérience du travail de la F.S.M., à développer plus largement encore leur activité pour la défense des intérêts vitaux des travailleurs, dans la lutte pour la paix et le renforcement de l'unité syndicale.

4^o De recommander aux centrales nationales affiliées à la F.S.M. de prendre des mesures pour activer l'affiliation des Syndicats, qui n'y adhèrent pas encore, aux Unions Internationales.

5^o Pour aider les Unions Internationales de Syndi

cats dans leur travail dans les pays coloniaux et dépendants, le Comité Exécutif propose au Secrétariat de la F.S.M. d'utiliser le Bureau de Liaison de la F.S.M. en Asie et en Amérique Latine.

6° De considérer comme opportun la représentation de toutes les Unions Internationales de Syndicats au Comité Exécutif de la F.S.M. en qualité de membres. De soumettre cette proposition à l'approbation du Conseil Général de la F.S.M.

6° Les événements au Kenya (Afrique Orientale Britannique)

Le Comité Exécutif de la Fédération Syndicale Mondiale,

— Ayant, à sa séance du 19 mai 1950, pris connaissance avec indignation de l'arrestation, par la police du Kenya, du Président et du Secrétaire Général de l'East African Trades Union Congress, les camarades Fred Kubaï et Makham Singh, sous le prétexte que ceux-ci dirigent une organisation syndicale non enregistrée ;

— Ayant pris également connaissance des faits de répression anti-ouvrière et anti-syndicale au Kenya (perquisition effectuée par la police au siège central de l'East African Trades Union Congress et confiscation illégale des archives et des documents de cette organisation),

DECLARE que ces mesures constituent une viola-

tion flagrante et cynique des droits syndicaux et qu'elles s'intègrent dans la lutte menée par les forces impérialistes contre les droits élémentaires des travailleurs des pays coloniaux.

ASSURE les camarades arrêtés et les travailleurs opprimés du Kenya de sa sympathie agissante et de son entière solidarité,

ELEVE une vigoureuse protestation auprès des autorités du Kenya et exige la libération immédiate des dirigeants syndicaux arrêtés et la cessation des mesures de répression anti-syndicales et anti-ouvrières,

INVITE tous les travailleurs, y compris ceux de Grande-Bretagne, à protester contre les mesures colonialistes et anti-démocratiques appliquées par le Gouvernement britannique.

7° La situation dans les Syndicats de Finlande

Le Comité Exécutif de la Fédération Syndicale Mondiale exprime son regret au sujet de l'absence du représentant de la Confédération Syndicale de Finlande (S.A.K.) à la réunion de l'Exécutif de la F.S.M.

Le Comité Exécutif de la F.S.M. remarque que l'absence du représentant de la S.A.K. à la session du Comité Exécutif ne contribue pas à la consolidation de l'unité syndicale internationale, qui est la condition primordiale de réussite dans la lutte du prolétariat aussi bien international que finlandais, pour

l'amélioration de la situation des travailleurs, la paix et les libertés démocratiques.

Le Comité Exécutif croit opportun de s'adresser à la Confédération Syndicale de Finlande en lui proposant de discuter avec les représentants de la F.S.M. des questions concernant la participation plus active des syndicats finlandais à l'activité de la F.S.M. et d'envoyer en Finlande dans ce but deux membres du Comité Exécutif.

8° La trahison des dirigeants du Conseil Central des Syndicats Yougoslaves

Avant examiné la décision du Secrétariat de la F.S.M. ainsi que les documents soumis par les Centrales Syndicales Nationales de France, de Trieste, de Pologne, de Hongrie, de Roumanie et de Bulgarie sur l'activité provocatrice des dirigeants des syndicats yougoslaves,

le Comité Exécutif de la F.S.M. constate que D. Salaj, membre du Comité Exécutif et ses comparses Bojitchevitch, Pavitchevitch et Vivoda étant des agents de la clique fasciste de Tito au service de l'impérialisme américain, sont devenus des ennemis de la classe ouvrière, de la démocratie et de la Paix. Ils ont violé les Statuts de la F.S.M. et les décisions de ses Congrès concernant la lutte contre le fascisme et mènent une lutte contre la F.S.M.

Poursuivant dans les syndicats yougoslaves la politique de la clique de Tito, Salaj et ses complices aident à l'asservissement du pays par l'impérialisme américain et à l'exploitation féroce des travailleurs de Yougoslavie.

Les activités des dirigeants réactionnaires des syndicats yougoslaves sont incompatibles avec leur maintien dans les rangs de la F.S.M.

Le Comité Exécutif de la F.S.M. fait une distinction très nette entre Salaj et ses comparses qui, par la tromperie et la violence, se maintiennent encore à la direction des syndicats yougoslaves, et les travailleurs yougoslaves qui ont apporté une grande contribution à la lutte des peuples des pays démocratiques contre le fascisme pour leur liberté et leur indépendance,

mais ont été victimes d'une duperie effrontée et d'une trahison sans précédents.

La rupture avec Salaj et ses comparses, non seulement ne signifie pas une rupture avec les travailleurs yougoslaves, mais au contraire constitue la seule mesure possible susceptible de consolider les liens effectifs entre les masses opprimées des travailleurs yougoslaves et la Fédération Syndicale Mondiale.

Le Comité Exécutif de la F.S.M. déclare que l'attitude de la F.S.M. envers les autres militants syndical de Yougoslavie sera déterminée selon leur attitude envers le régime fasciste de Tito.

Le Comité Exécutif de la F.S.M. salue les vaillants combattants de la classe ouvrière yougoslave, qui mènent la lutte contre la dictature fasciste de Tito et s'adresse à la classe ouvrière de Yougoslavie en l'appelant à exclure de la direction des syndicats les traitres à la cause ouvrière et à faire renaître un mouvement syndical libre et démocratique étroitement lié avec la Fédération Syndicale Mondiale.

Le Comité Exécutif de la F.S.M. DECIDE :

1. — D'approuver la décision du Secrétariat de la F.S.M. de rompre les relations avec Salaj et ses comparses ;

2. — D'exclure du Comité Exécutif et du Conseil Général de la Fédération Syndicale Mondiale les traitres Salaj, Bojitchevitch, Pavitchevitch et Vivoda, agents de la clique fasciste de Tito ;

3. — D'appeler au sein du Comité Exécutif et du Conseil Général de la F.S.M. des représentants authentiques de la classe ouvrière de Yougoslavie.

